



CAMPUS JOSEPH AIGUIER 13007 MARSEILLE

- - -

Projet :

CREATION LOCAUX TECHNIQUES PRODUCTION ET TRAITEMENT CVC

- - -

Phase DCE

NOTICE DEMOLITION - GROS ŒUVRE – TERRASSEMENT

N° Affaire	Date	Ind	N° Doc	Technique			Formalisme
				Rédigé	Vérifié	Approuvé	Approuvé
PLB	14/10/2025	A	01	RG	DB	DB	

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



Intervenants



Adresse Chantier :	Campus Joseph Aiguier 67 Ch. J. AIGUIER 13009 MARSEILLE
Maître d'ouvrage :	CNRS – CAMPUS JOSEPH AIGUIER – 13009 MARSEILLE
Maîtrise d'œuvre – TCE :	  <p>PLB ENERGIE CONSEIL – BEMING Grand Sud Avenue du 8 MAI 1945 – Le Mansard C 13100 AIX EN PROVENCE Tél : 04 42 95 77 90</p>

Tableau de révisions

Date	Indice	Objet de la modification
14/10/2025	A	Première émission

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



SOMMAIRE

1	GÉNÉRALITÉS.....	5
1.1	PREAMBULE.....	5
1.2	PRESENTATION DE L'OPERATION.....	5
1.3	CORPS D'ETATS	5
2	REGLEMENTATION GENERALE APPLICABLE	6
2.1	RAPPEL DE LA REGLEMENTATION	6
2.2	PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES PRODUITS ET MATERIAUX.....	7
2.3	PRESCRIPTIONS CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE.....	8
2.4	REGLEMENTATIONS CONCERNANT LA SECURITE ET LA SANTE DES OUVRIERS.....	8
2.5	RECONNAISSANCE DES EXISTANTS	9
2.6	PROTECTIONS DES OUVRAGES EXISTANTS	10
2.7	MESURES DE CONSERVATION DES OUVRAGES EXISTANTS	11
2.8	PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE PROTECTION DES EXISTANTS	11
2.9	ÉTAT DES LIEUX	11
2.10	PLANS DES EXISTANTS.....	12
2.11	DIMENSIONS DES EXISTANTS	12
2.12	TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION.....	12
2.13	MATERIAUX ET MATERIELS DE RECUPERATION	13
2.14	ÉCHAFAUDAGES, AGRES, PROTECTIONS, ETC.....	13
2.15	EMPLOI DE GROS ENGINS MECANQUES.....	13
2.16	STOCKAGE DE MATERIAUX DANS L'EXISTANT.....	14
2.17	GESTION DES DECHETS	14
3	PRESCRIPTIONS PARTICULIERES	16
3.1	NORMES ET REGLEMENTS DE REFERENCE	16
4	AMIANTE ET PLOMB.....	17
5	DESCRIPTION DES TRAVAUX D'INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	17
5.1	PREAMBULE.....	17
5.2	DESCENTES DE CHARGES EXISTANTES	17
5.3	MODE CONSTRUCTIF	18
6	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE TOITURE.....	19
6.1	CREATION EDICULE A L'INTERIEUR DU CANIVEAU.....	19
6.2	OUVRAGES DIVERS.....	21
6.3	DESCRIPTION DES NETTOYAGES	21
7	LOT GROS ŒUVRE - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	22
7.1	INSTALLATIONS DE CHANTIER	22
7.2	LES TRAVAUX PREPARATOIRES.....	23
7.3	LES TRAVAUX DE DEMOLITION.....	23
7.4	LES TRAVAUX DANS L'EXISTANT	24
8	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE GROS ŒUVRE ET DE MAÇONNERIE DU BATIMENT TECHNIQUE	25
8.1	TRAVAUX	25
8.2	LINTEAUX	26

8.3 CHAINAGES HORIZONTAUX	26
8.4 CHAINAGES – RAIDISSEURS VERTICAUX.....	26
8.5 DIMENSION INTERIEURE DE L’OUVRAGE	26
8.6 AUTRES OUVRAGES ET PRESTATIONS	27
• FONDATIONS ET DALLAGE.....	28
• MURS ET ELEVATIONS	28
• OUVERTURES ET ACCES	28
• TOITURE ET COUVERTURE	28
• AMENAGEMENTS INTERIEURS	28
• SECURITE ET CONFORMITE	28
• CANIVEAU TECHNIQUE DE DISTRIBUTION	29
• PÉNÉTRATION DEPUIS CANIVEAU TECHNIQUE GALERIE EN TREFOND	29

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



1 GÉNÉRALITÉS

1.1 Préambule

Le présent document a pour objet de présenter l'ensemble des travaux tout corps d'état de l'opération suivante :

CNRS DELEGATION PROVENCE CORSE

Situé :

67 Chemin JOSPEH AIGUIER – 13009 MARSEILLE

Classement de l'Etablissement

1.2 Présentation de l'opération

Le projet porte sur la création d'un local technique a destination d'équipements de CVC ainsi que de caniveaux techniques permettant le cheminement des fluides et d'alimentations électriques.

Ces ouvrages sont situés au droit d'une façade de bâtiment et nécessite la démolition et l'évacuation d'ouvrage béton existants.

La construction devra reprendre les codes de finitions et de couleurs du bâtiment adjacent.

1.3 Corps d'états

- INSTALLATIONS DE CHANTIER - DÉMOLITION - GROS ŒUVRE - VRD

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



2 REGLEMENTATION GENERALE APPLICABLE

2.1 Rappel de la réglementation

2.1.1 Réglementation générale

Les ouvrages faisant l'objet du présent marché devront répondre à toutes les clauses, conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables, dont notamment tous les documents suivants, sans que cette énumération ne soit exhaustive :

CODES

- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- Le Code du Travail.

REGLEMENTS DE SECURITE

Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité des personnes vis à vis des risques d'incendie et de panique dans les ERP ;

Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la sécurité incendie dans les bâtiments d'habitation.

AUTRES REGLEMENTS

NRA : Nouvelle Réglementation Acoustique ;

Décret 95.21 du 9 janvier 1995 relatif au classement des infrastructures de transport terrestre.

2.1.2 Exigences fondamentales

L'entrepreneur devra respecter l'ensemble des exigences qui s'appliquent aux projets de construction, notamment :

- La sécurité incendie ;
- L'accessibilité handicapée ;
- La prévention des risques naturels et technologiques (sismiques, inondations, etc.) ;
- La protection contre le bruit ;
- La santé des occupants et la protection de l'environnement (amiante, plomb, radon, etc.) ;
- La performance énergétique et la réglementation thermique ;
- L'écoconstruction et la qualité environnementale du bâtiment.

L'entrepreneur devra dans tous les cas respecter la réglementation concernant :

La réaction au feu des matériaux et produits devant être mis en œuvre ;

Le comportement au feu des ouvrages en place.

Les étiquetages d'identification des matériaux et matériels devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

Les réactions au feu des matériaux et matériels devront toujours répondre aux exigences de la réglementation de sécurité contre l'incendie selon le type de locaux concernés.

Il incombera à l'entrepreneur de vérifier que les matériaux qu'il envisage de mettre en œuvre répondent bien aux exigences de la réglementation sécurité contre l'incendie du local concerné.

En tout état de cause, il incombe à l'entrepreneur et à son fournisseur d'apporter la preuve du classement au feu des matériaux et matériels concernés.

L'entrepreneur devra remettre le procès-verbal de classement délivré par un laboratoire agréé par le ministère de l'Intérieur. Ce document indique le classement attribué.

2.2 Prescriptions concernant les produits et matériaux

2.2.1 Marquage CE

Les directives européennes s'imposent aux États membres quant à leurs objectifs.
Elles sont applicables aux travaux du présent marché pour toutes celles qui ont été transposées.

Règlement Produit de construction :

Le Règlement Produit de Construction (RPC) s'applique à un produit de construction s'il a été ou s'il est mis à disposition, ce qui signifie fourni sur le marché de l'Union dans le cadre d'une activité commerciale (à titre onéreux ou gratuit) et si le produit est couvert par une norme européenne harmonisée, publiée par la Commission européenne au Journal officiel de l'UE, ou si une Evaluation Technique Européenne a été délivrée pour le produit à la demande du fabricant pour ce produit.

Les exigences relatives à un produit de construction sont précisées dans des spécifications techniques harmonisées. Ces spécifications techniques harmonisées sont :

Les normes harmonisées ;

Les documents d'évaluation européens.

L'entrepreneur devra s'assurer que les produits mis en œuvre soumis au RPC et/ou autres directives « nouvelle approche » bénéficient d'un marquage CE.

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



2.3 Prescriptions concernant la mise en œuvre

L'entrepreneur devra pour la mise en œuvre qu'elle soit courante ou non courante, traditionnelle ou non traditionnelle se référer aux textes techniques de références, notamment :

- Les DTU et NF-DTU ;
- Les normes ;
- Les Eurocodes ;
- Les documents généraux d'avis techniques, CPT et avis techniques ;
- Les cahiers du CSTB ;
- Les guides techniques, guides d'Agrément Technique Européen ;
- Les fiches d'application et solutions techniques ;
- Les règles et recommandations professionnelles acceptées par la C2P ;
- Les Règles de l'Art Grenelle Environnement.

2.4 Réglementations concernant la sécurité et la santé des ouvriers

En matière de santé et de sécurité au travail, le chef d'entreprise a une obligation de résultat. Cela implique qu'il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation en vigueur, assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous ses salariés, y compris de ses salariés temporaires (intérimaires, stagiaires, CDD).

A ce titre, il doit prendre différentes mesures qui comprennent :

- Des actions de prévention des risques professionnels et de la pénibilité au travail ;
- Des actions d'information et de formation ;
- La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

Ces mesures doivent être adaptées en cas de changement de circonstances ou pour améliorer les situations existantes et elles doivent se baser sur les principes généraux de prévention.

Tous les frais liés à la sécurité et la santé pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés. Dans le cas où plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants sont amenés à travailler simultanément, la mise en place d'un coordonnateur sécurité est obligatoire. Toutefois, malgré son rôle et les missions de santé et de sécurité qui lui sont confiées, son intervention ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités des autres intervenants (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprises intervenantes, etc.).

Si un plan de prévention est exigé, il sera rédigé conjointement par le responsable de l'entreprise extérieure et l'entrepreneur. L'arrêté du 19 mars 1993 fixe la liste des travaux dangereux pour lesquels le chef d'entreprise intervenant dans une autre entreprise doit établir un plan de prévention, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

L'entrepreneur prendra en charge la rédaction du protocole de sécurité pour les opérations de chargement et de déchargement.

Si nécessaire, et avant intervention, l'entrepreneur doit solliciter l'entreprise d'accueil ou le maître d'ouvrage pour demander l'autorisation de ne travailler par point chaud. En retour, et avant le début des opérations, le permis de feu est transmis à l'entreprise intervenante pour accord et signature. L'entrepreneur devra rédiger le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), avant le début des travaux et dans un délai de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître d'ouvrage (huit jours pour les travaux de second œuvre).

L'entrepreneur se chargera d'établir les notices de postes sur la base de l'évaluation des risques du document unique.

L'entrepreneur devra mettre en place les documents pour maîtriser les travaux réalisés en présence d'amiante :

Un mode opératoire pour toute intervention sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (travaux dits de « sous-section 4 ») ;

Un plan de retrait, de démolition ou d'encapsulage pour les travaux de retrait, de démolition ou d'encapsulage de matériaux amiantés (travaux dits de « sous-section 3 »).

Prescriptions particulières concernant les travaux de rénovation

2.5 Reconnaissance des existants

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir procédé sur le site à la reconnaissance des existants avant remise de leur offre.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- L'état général des existants et leur degré de conservation ;
- L'état de vétusté de certains éléments existants, le cas échéant ;
- La nature des matériaux constituant les existants ;
- L'origine et la provenance des matériaux, matériels et équipements devant être remplacés pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou, au contraire, par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;
- Les principes constructifs des existants et plus particulièrement les structures porteuses ;
- La nature et la constitution des planchers et leur flexibilité ;
- L'état de conservation et d'entretien des équipements techniques tels que les installations sanitaires, l'électricité et les installations de chauffage, le cas échéant.

Et, en général, tous les points pouvant exercer une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût.

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



S'agissant des constructions mitoyennes concernées par les travaux, les entrepreneurs sont également contractuellement réputés :

- Avoir visité les lieux ;
- Avoir pris connaissance du type, de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
- Avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structure ou, à défaut, avoir déterminé par tous moyens ces principes de structure ;
- Avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

En résumé, les entrepreneurs sont donc réputés avoir connaissance de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit exercer une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

2.6 Protections des ouvrages existants

Lors de toute exécution de travaux dans des ouvrages existants, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- Les sols extérieurs sur la zone
- Les façades – menuiseries existantes autour du projet
- Les espaces verts, le cas échéant

Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



2.7 Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Elles pourront être selon le cas des planchers et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans antipoussières, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Chaque entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Les ouvrages de protection communs seront à mettre en place par l'entrepreneur de gros œuvre ou, à défaut, par un entrepreneur principal désigné par le maître d'œuvre.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par les entreprises lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, les entrepreneurs auront à leur charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

2.8 Prise en charge des frais de protection des existants

Les frais consécutifs aux mesures de protection et de conservation des existants lors des travaux liés au désenfumage seront à la charge du titulaire du présent lot.

2.9 Etat des lieux

Le maître d'ouvrage fera établir un état des lieux des existants avant le début des travaux et à la fin des travaux.

Cet état des lieux sera établi par huissier en présence du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et des entrepreneurs concernés.

2.10 Plans des existants

Les plans des existants suivants sont annexés au présent document.

Ces documents graphiques sont des documents constitués à titre d'exemple, Ils sont donnés à titre strictement indicatif et n'ont aucune valeur ou caractère contractuel.

2.11 Dimensions des existants

Les dimensions d'ouvrages indiquées dans la notice sont des dimensions approximatives données à titre strictement indicatif et non contractuel.

Il en est de même pour ce qui est des côtes et des dimensions figurant sur les documents graphiques joints à titre indicatif, qui ne sont en aucun cas contractuelles.

Les entrepreneurs sont contractuellement réputés avoir, avant la remise de leur offre, procédé sur le site au contrôle des dimensions des ouvrages de leur lot.

Au moment des travaux, les entrepreneurs procéderont, sous leur seule responsabilité, à la totalité des levées de cotes qui leur sont nécessaires.

2.12 Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et les moyens de dépose sont laissés au choix des entrepreneurs qui devront les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



2.13 Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et des démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par les entrepreneurs dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui leur seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix des marchés.

En dehors de ces matériaux récupérés et rangés, les entrepreneurs auront la liberté de récupérer tous les matériaux de leur choix, mais ils devront les évacuer du chantier en même temps que les gravois.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis aux entrepreneurs qui pourront en disposer à leur gré après enlèvement du chantier.

2.14 Échafaudages, agrès, protections, etc.

Les prix du marché comprennent implicitement tous les échafaudages, agrès, etc. nécessaires pour réaliser les travaux, ainsi que tous les garde-corps, garde-gravois, platelages, écrans, etc. nécessaires pour assurer la sécurité.

2.15 Emploi de gros engins mécaniques

Compte tenu des conditions du chantier, l'attention de l'entrepreneur de gros œuvre est attirée sur le risque que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution de certains travaux.

À ce sujet, il est formellement spécifié que l'emploi de tels engins ne devra en aucun cas :

- Causer des vibrations telles qu'elles seraient perceptibles dans les constructions ;
- Entraîner par suite des manœuvres et des vibrations des désordres aux existants si minimes soient-ils.

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa - Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 - Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



2.16 Stockage de matériaux dans l'existant

Aucun stockage de matériau et aucun atelier de chantier ne devront être établis sur les planchers existants.

En ce qui concerne le stockage de matériaux à court terme, qui est pour certains travaux indispensable à l'avancement normal des travaux, il appartiendra aux entrepreneurs de prendre toutes dispositions pour éviter que les planchers existants prennent une flèche si minime soit-elle.

En cas de non-respect par l'un des entrepreneurs de cette prescription, le maître d'œuvre pourra immédiatement prendre les mesures qui s'imposent, aux frais de l'entrepreneur responsable.

2.17 Gestion des déchets

Chaque lot aura à sa charge la gestion de ses déchets et notamment, le ramassage, le tri et l'évacuation des déchets en décharge.

La gestion des déchets de chantier devra respecter la réglementation en vigueur et notamment :

Déchets courants :

- Directive cadre européenne 2008/98/CE
- Nomenclature déchets : annexe II de l'article R 541-8 du Code de l'Environnement
- Principe de responsabilité du producteur de déchets : articles L 541-2 et L 541-23
- Du Code de l'Environnement
- Principe de responsabilité élargie du producteur (REP) : article L 541-10 du Code de l'Environnement
- Collecte et transport de déchets, déclaration préfecture : article R 541-50 du Code de l'Environnement
- Bordereaux de traçabilité des déchets : article R 541-45 du Code de l'Environnement
- Registre déchets : arrêté du 29 février 2012
- Obligations liées aux emballages : articles R 543-66 à R 543-74 du Code de l'Environnement
- Diagnostic déchets avant démolition : décret n° 2011-610 du 31 mai 2011 et arrêté du 19 décembre 2011
- Plans départementaux de prévention et de gestion des déchets du BTP : article L 541-14 du Code de l'Environnement
- Transfert transfrontalier de déchets : note de synthèse du Ministère et règlement du 14 juin 2006

Déchets dangereux :

Collecte et transport de déchets dangereux : arrêté du 29 mai 2009

Obligation de caractérisation des déchets et d'emballage des déchets dangereux : ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010

Transit, regroupement ou tri des déchets dangereux : ICPE 2718

Déchets d'amiante :

Étiquetage des déchets d'amiante : décret n° 88-466 du 28 avril 1988

Stockage des déchets d'amiante : arrêté du 12 mars 2012

Il y a lieu de vérifier les textes en vigueur (changements fréquents).

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



3 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

3.1 Normes et règlements de référence

3.1.1 Qualité des matériaux

La qualité des matériaux doit être conforme aux spécifications de l'AFNOR ou à défaut, aux normes admises dans les pays de la Communauté Européenne.

Lorsqu'un label existe, les fournitures devront porter ce label.

Seront également exigés, les certificats délivrés par des organismes professionnels ainsi que les procès-verbaux d'essais exigibles, réglementairement (classement et tenue au feu, notamment).

3.1.2 Mise en œuvre

La mise en œuvre des matériaux, procédés et techniques traditionnelles, sera faite conformément aux prescriptions des DTU concernés, recommandations professionnelles et règles techniques imposées par les services publics.

Les matériaux et procédés non traditionnels devront être titulaires d'un avis technique en cours de validité et ne comportant aucune réserve vis à vis de l'emploi pour lequel ils sont prévus.

À défaut, ces matériaux et procédés non traditionnels devront faire l'objet d'un cahier des charges précisant les caractéristiques des produits, les prescriptions de mise en œuvre et limitations d'emploi. Ce cahier des charges devra avoir fait l'objet d'un avis favorable émis par un organisme de contrôle agréé il sera remis par l'entreprise avec l'offre chiffrée.

Contrôle interne des entreprises :

Il est rappelé l'obligation pour les constructeurs, de procéder pendant la période d'exécution des travaux aux vérifications qui leur incombent aux termes de la loi du 4 janvier 1978, définir leur programme de contrôle interne (fiche d'identification) et nous préciser au début du chantier la liste des personnes, ainsi que le programme qu'ils comptent effectuer.

3.1.3 Textes normatifs

Les ouvrages du présent lot seront étudiés et exécutés conformément aux textes en vigueur et plus particulièrement aux dispositions dans leurs dernières mises à jour.

La liste suivante des textes normatifs et DTU relatifs aux travaux du présent C.C.T.P. n'est pas limitative. Elle inclut implicitement tous les documents d'ordre réglementaire applicables aux travaux du présent lot.

4 AMIANTE ET PLOMB

Une étude sera réalisée par la MOA afin de révéler ou non le risque Amiante.
Si nécessaire, les travaux seront réalisés par le MOA en amont du projet.

5 DESCRIPTION DES TRAVAUX D'INSTALLATIONS DE CHANTIER

5.1 Préambule

5.1.1 Classement de la résistance au feu

Selon les informations à notre possession, il s'agit d'un établissement de recherche.

En se référant au « Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public », les résistances réglementaires au feu des structures et des planchers sont réputées :

- Eléments porteurs SF de degré 1h30.
- Plancher haut formant toiture de degré 1h30.

5.1.2 Classification sismique du site

L'existant est classé en **zone de sismicité 2 (faible)**, à confirmer par le bureau de contrôle.

$$a_{gr} = 0.7 \times 0.6 = 0.42 \text{ m/s}^2$$

Le niveau de modification envisagé ne porte pas sur les structures existantes

Selon la réglementation parasismique applicable aux bâtiments (janvier 2011), aucune disposition parasismique n'est à prendre en compte pour le dimensionnement de ce projet. Le dimensionnement sera conformément à l'EN 1992-2 ; Eurocode 2.

5.2 Descentes de charges existantes

5.2.1 Charges Permanentes CP et charges d'Exploitations CE

Aucune modification structurelle est prévue dans le présent dossier

5.2.2 Charges climatiques

5.2.2.1 Charge de neige

Norme : EN 1991-1-3 :

Zone de neige	B2
Altitude	162 m
Valeur caractéristique de la charge de neige sK	0.55 KN/m²
Valeur de calcul pour la charge de neige accidentelle SAd	1.35 KN/m²

5.2.2.2 Charge de vent

Norme : EN 1991-1-4 :

Zone de vent	II
Valeur de référence de la vitesse de référence du vent $v_{b,0}$	24.00 m/s
Pression dynamique de référence du vent : q_b	0.35 KN/m²

5.3 Mode constructif

L'analyse des informations récoltées lors de la visite sur site, l'analyse des plans architecturaux de l'état des lieux mis à disposition et le fonctionnement de la structure ont permis d'étudier le mode constructif des différents bâtiments.

Dans le cas du bâtiment désigné, il s'agit de :

- Structure d'élévation en aggloméré de béton réalisée sur radier ou fondation suivant NDC de l'entreprise.
- Dallage béton coulé en pleine fouille et armé afin de répondre aux besoins de résistances des équipements.
- Eléments de remplissage : voile aggloméré de ciment avec poteaux incorporés aux voiles
- Toiture tuile sur charpente bois

5.3.1 Bâtiment « TECHNIQUE CVC »

Notre étude porte sur le bâtiment permettant d'abriter des machineries de production et de traitement aérothermiques. Un caniveau technique est à réaliser afin de distribuer les fluides vers le bâtiment existant en traversée de circulation.

A l'intérieur du caniveau sera réalisé une pénétration verticale afin de créer une liaison avec une galerie en sous-sol de la circulation.

Cet ouvrage nécessitera des investigations afin de valoriser la capacité de la galerie à recevoir une ouverture dans sa dalle haute.

Un bureau d'étude devra rendre une NDC permettant de valider les ouvrages à réaliser.

6 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE TOITURE

La toiture du local créé sera réalisée en tuile mécanique de type SYLVACANE de chez MONIER ou équivalent.

- La charpente a pour fonction de soutenir la couverture tuile et de transmettre les charges vers les murs porteurs. Elle se composera suivant les éléments ci-dessous :

- Les pannes horizontales disposées perpendiculairement aux fermes.
 - Panne faîtière : en partie haute, au sommet du toit.
 - Panne sablière : en partie basse, posée sur le mur porteur.
- Les chevrons posés sur les pannes, dans le sens de la pente du toit reprenant le support de couverture (volige ou liteaux).

La structure porteuse sera réalisée en résineux type sapin, l'écépica ou le douglas classe suivant secteur qui aura subi un traitement préventif contre les insectes xylophages et les champignons.

6.1 CREATION EDICULE A L'INTERIEUR DU CANIVEAU.

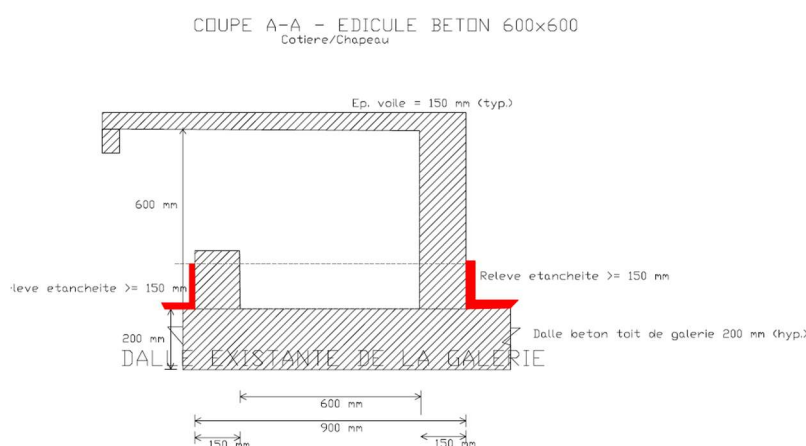
A l'issue des excavation nécessaires à la mise à jour de la dalle haute de la galerie technique située en tréfond, l'entreprise procèdera aux analyses des ouvrages, modes constructifs avec de réaliser une ouverture dans la dalle supérieure formant toiture de la galerie.

Les NDC, renforcements, Ferro scan si nécessaires feront parties intégrantes de l'ouvrage.

Un édicule en béton, raccordé à la dalle garantira la protection à l'eau en cas d'inondation.

Les canalisations seront ourdées soigneusement avec un mortier étanche, les souches de l'ouvrage raccordées à l'étanchéité et / ou l'isolation existante de la dalle formant toiture de la galerie.

A l'issue de l'installation, la pénétration devra garantir tous risques de pénétrations d'eaux en cas d'inondation.



6.1.1 Pare-vapeur courant

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 - Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alphonse - Bât B - 33270 FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



Soit à partir du support :

- AQUADERE, enduit d'imprégnation à froid sans solvant.
- ELASTOVAP : Chape élastomère avec armature voile de verre 50 g/ m², soudée en plein.

Une Equerre préalable au niveau du pare-vapeur est réalisée avec une couche de résine FLASHING (700 g/ m²) non armée, appliquée en recouvrement sur le pare-vapeur (6 cm) et relevée jusqu'à une hauteur de 6 cm au-dessus du niveau supérieur de l'isolant.

6.1.2 Reprise de l'isolant thermique existant

Panneaux en mousse rigide de polyuréthane à parements composites de 140 mm, ou en polystyrène expansé de classe EM (masse volumique ≥ 19 kg/ m³), d'épaisseur selon calcul thermique, bénéficiant d'un Avis Technique permettant leur emploi en support direct d'étanchéité semi-indépendante par auto-adhésivité autoprotégée.

Caractéristiques de l'isolant : EFIGREEN DUO+ épaisseur 140 mm suivant les exigences acoustiques et thermiques de l'opération, $\Lambda = 0.022$ W/m.K, $R = 7.250$ m².K/W

Ils sont collés sur le pare-vapeur par bandes de COLTACK, conformément à l'Avis Technique « SOPRALENE STICK ».

6.1.3 Étanchéité

Le complexe d'étanchéité est de type bicouche élastomère auto protégé, posé en semi-indépendance, conforme à l'Avis Technique « SOPRALENE STICK » et de classement performanciel FIT F5 I5 T2, ou équivalent techniquement.

Il comprend à partir du support isolant :

- SOPRASTICK SI : Chape élastomère avec armature composite polyester/verre 140 g/ m², mise en œuvre en semi-indépendance par autocollage ; les joints de recouvrements longitudinaux de 6 cm sont autocollés.
- SOPRALENE FLAM 180 AR : Chape élastomère avec armature polyester non tissé 180 g/ m², et autoprotection par paillettes d'ardoise coloris blanc au choix de l'architecte (blanc Chagall ou blanc D-Tox).

6.1.4 Protection

La protection de la couche supérieure du complexe

6.1.5 Relevés

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



Les relevés sont :

Sur support béton, ils comprennent :

- Une armature de renfort polyester/polyuréthane en ALSAN VOILE FLASHING ou équivalent de développé 0.10 m collée dans l'angle à l'aide de la résine ALSAN FLASHING (500 g/m²).
- Une première couche de résine ALSAN FLASHING ou équivalent appliquée à raison de 900 g/m² ; avec talon de 15 cm en horizontal et sur la hauteur du relevé.
- Une seconde couche de résine ALSAN FLASHING ou équivalent appliquée à raison de 700 g/m² ; avec talon de 15 cm en horizontal et sur la hauteur du relevé.

L'utilisation de la résine ALSAN FLASHING ne requiert pas de dispositif écartant les eaux de ruissellement en tête de relevés.

ALSAN FLASHING est conçu pour résister aux rayons ultraviolets (UV). Il est possible aussi de mettre en œuvre une finition optionnelle ; des paillettes d'ardoise peuvent être appliquées sur la couche fraîche d'ALSAN FLASHING.

6.1.6 Protection de l'étanchéité

Suivant étude du fabricant et suivant l'Avis Technique bénéficiant d'un classement au feu B Roof T3.

6.1.7 Rétenion d'eau

- Le fond du caniveau recevra une évacuation pluviale raccordée sur le réseau existant.

6.1.8 Ouvrages annexes

Tous les raccords : Crapaudines, reliefs, rives, seuils, ventilations, canalisations, évacuation d'eaux pluviales, etc., sont traités conformément aux prescriptions de la norme NF P 84-204 (DTU 43.1) , à l'Avis Technique SOPREMA ou équivalent.

Les joints de dilatations sont réalisés conformément au Document Technique d'Application "SOPRAJOINT".

Les évacuations d'eaux pluviales sont réalisées avec DRAINI.

Localisation : Selon plans des toitures de l'ensemble du bâtiment.

6.2 Ouvrages divers

6.3 Description des nettoyages

Les travaux de nettoyage des toitures, espace au sol ou zone de travail seront réalisées après chaque intervention de l'entreprise.

7 LOT GROS ŒUVRE - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

7.1 Installations de chantier

Les installations de chantier comprendront :

- Les plans d'installations de chantier, réalisés par un bureau d'étude technique de l'entreprise responsable de ce lot. Il devra procéder à l'établissement d'un plan détaillé des installations, et devra en amont procéder à toutes les autorisations et démarches administratives nécessaires à la mise en place de tous les éléments des installations de chantier, y compris tous les frais divers engendrés pour les emprises sur voies publics à prévoir, le cas échéant.
- Les panneaux de chantiers et des zones de travaux,
- Les clôtures de chantier,
- Les signalétiques de chantier,
- Les accès de chantiers et cheminements pour le flux chantier,
- Les signalétiques de chantiers,
- Les éléments de protections divers,
- Les protections des voiries et des avoisinants,
- Les locaux de chantier, par la mise en place des cantonnements, bureaux, salle de réunion et vestiaires adaptés aux effectifs du chantier, situé à proximité des zones de travaux,
- Les moyens de levages, en fonction des besoins du chantier, y compris les alimentations électriques et la mise en œuvre de ses moyens, le cas échéant,
- L'ensembles des équipements de manutention nécessaire,
- Les engins et matériels de chantier,
- Les divers dispositifs communs de sécurité, de type échafaudage, barrières, platelages, garde-gravois, etc.,
- Les alimentations électriques provisoires de chantier, création d'un tarif jaune,
- La réalisation des aires de préfabrifications, pour les éléments en béton, le façonnage des armatures...,
- La réalisation des aires de stockages des matériaux, des containers et bennes de chantier,
- La réalisation des aires de livraisons et de stationnements,
- L'utilisation et les entretiens des voiries intérieures au site et au aires de chantier, les voiries extérieures au chantier et voies publics, le maintien des servitudes de passages,
- Les bennes de déchets de chantier, y compris les évacuations et traitement des déchets,
- La mobilisation d'un homme trafic, le cas échéant,
- Le gardiennage du chantier et des locaux, y compris la mise en place de service des clés et des fermetures provisoires,
- Le nettoyage de chantier,
- La propreté du bâtiment, des liaisons verticales intérieures et des aires extérieures de chargements et circulations,
- Le repliement et évacuations des installations de chantier,
- La remise en état des lieux et des avoisinants, le cas échéant.

Cette liste n'est pas limitative en fonction des besoins du chantier.

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa - Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 - Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



L'ensemble de ces installations sera implanté dans les conditions précisées sur le plan d'installation de chantier présenté par l'entrepreneur du présent lot à l'agrément du Maître d'ouvrage, du maître d'œuvre et du coordonnateur de sécurité et protection de la santé.

Le site étant spécifique du fait de ses pensionnaires, il sera impératif de réaliser des clôtures ne permettant pas l'intrusion ou l'accès au chantier. La zone de travaux sera parfaitement sécurisée.

7.2 Les travaux préparatoires

L'entreprise devra prévoir dans sa préparation du chantier :

- L'implantation et le piquetage des ouvrages,
- Le constat d'états des lieux, y compris le constat d'huissier si demandé par la MOA,
- Les études, notes de calculs, plans d'exécutions, les études géotechniques complémentaires nécessaires à la réalisation des ouvrages, et tous diagnostics
- Les traits de niveaux

Préalablement aux travaux du gros œuvre, l'Entrepreneur devra recevoir copie du plan de retrait réalisé par la Maîtrise d'Ouvrage.

7.3 Les travaux de démolition

Selon l'arrêté du 26 Mars 2023, un diagnostic PEMD est à réaliser afin de traiter les potentiels valorisation énergétique et d'élimination, y compris le réemploi due aux déconstruction/démolition.

L'entreprise devra la démolition totale des ouvrages non conservés existants, constitué :

- D'une dalle béton armée coulée et fouille
- Bèche éventuelle ou tous ouvrages de fondations contextuelles à l'ouvrage à démolir.
- Tranchée en pleine fouille avec ouvrage de retenue des terres, caniveau technique et regard d'accessibilité.

Ces travaux comprendront :

- La mise en place des protections et le repli après les travaux de démolition,
- La mise en œuvre des moyens appropriés,
- Tous les travaux de dépose, déshabillages, tous descellements, décalfeutremments, qu'elle que soit la nature des matériaux supports,
- Démolition de tous les éléments structurels existants, dalles, fondations, sans que la liste ne soit exhaustive,
- La déconstruction et la destruction de tous les éléments de construction non porteurs intérieurs et extérieurs.
- Démolitions éventuelles au diamant et/ou à la pelle,
- Le tri sélectif de l'ensemble des gravats et déchets,
- Le tri des déblais et remblais,
- Nettoyage de l'ensemble des lieux pendant et après les démolitions,
- La mise en place d'un cheminement de chantier.
- Sortie et enlèvement des gravois jusqu'au lieu de stockage des bennes.
-

Le présent lot devra toutes les démarches administratives auprès de la MOA et des concessionnaires.
L'ensemble des précautions devront être prises pour éviter tout accidents.

Nota : L'entreprise n'aura pas l'obligation de fournir un diagnostic PEMD mais devra après démolition, fournir tous certificats permettant toutes traçabilités des déchets liés à l'opération.

7.4 Les travaux dans l'existant

7.4.1 Déposes – Curages – Démolition

Ce lot ne prend pas en compte la présence éventuelle d'amiante et/ou de plomb sur les bâtiments existants. Un Diagnostic Amiante avant Travaux (DAT) sera à prévoir par le Maître d'Ouvrage pour la reconnaissance de l'état des lieux et permettra ainsi d'anticiper sur les impacts que pourraient engendrer cette éventuelle présence d'amiante et/ou de plomb sur les existants à démolir et à curer.

La Maîtrise d'Ouvrage fera son affaire du plan de retrait Plomb et Amiante.

Cela concerne, selon phasage et en comparaison des plans « Existant » et « Projeté » et sans que la liste ne soit limitative :

- Tous les éléments contextuels à la dalle.
- Évacuation des gravois et des éléments déposés.
- Sciage des dallages existants, excavation, évacuation des terres, gravois, éléments de déconstruction.

L'entreprise devra également la création d'un caniveau technique de distribution depuis le local créé vers l'extérieur du parvis de circulation.

- Regards béton existants extérieurs et ou intérieurs,
- Les socles béton des équipements techniques,
- Les parois de caniveaux formant sous-œuvre et maintien des terres
- Et tout autre ouvrage béton non structurel, intérieurs comme extérieurs, selon les recommandations et besoins de l'entreprise de CVC

BEMING Ile de France (Siège)
3, avenue de la Baltique - 91140 VILLEBON SUR
YVETTE
T. 01 69 07 77 48 - SIRET 440 001 782 00034

BEMING Occitanie
30, rue Edouard Dallas - 65600 SEMEAC
T. 05 62 44 07 33

BEMING Rhône-Alpes
39B rue de Marseille - 69007 LYON
T. 04 78 64 82 21

BEMING Aquitaine
5, av Jean Alfonséa – Bât B - 33270
FLOIRAC
T. 05 56 90 73 70

PLB Energie Conseil - BEMING Grand Sud
Av. du 8 MAI 1945 – Le Mansard C
13100 AIX EN PROVENCE
T. 04 42 95 77 90

BEMING Sud-Aquitaine
117 rue Lanes - 64990 LAHONCE
T. 05 59 63 79 54



8 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE GROS ŒUVRE ET DE MAÇONNERIE DU BATIMENT TECHNIQUE

8.1 Travaux

- Démolition de la dalle de sol existante et création d'un décaissé en vue du nouveau plancher à poser membrane d'étanchéité sans isolant.
- La démolition par sciage et piquetage de la dalle existante
- La création de fondations périphériques avec attentes des remontées et poteaux depuis les fondations
- La création d'une dalle formant plancher BA, y compris toute sujétion de coffrage perdu, nécessaire à l'ouvrage
- La création des élévations, fondations, et ouvrages constituant le local technique.
- La création des poteaux, chaînages, arrase périphérique
- Coffrage et armement de la dalle supérieure formant toiture
- La protection des façades à proximité de l'ouvrage
- La protection de la zone de travaux, création de nouveaux chemins piétons durant les phases de création de caniveaux techniques.

Les structures et/ou renforts créés seront dimensionnés selon les notes de calcul de descente de charges du BET structure de l'entreprise, aux cotes indiquées sur les plans et coupes de la MOA et des lots techniques concernée.

Nota :

- Le calage sera assuré pour la reprise des descentes de charge.
- La nouvelle dalle posée sur isolant devra respecter les enrobages d'armature prévu selon le degré CF, et selon l'épaisseur de la dalle. (Confirmé par le BET de l'entreprise).
-

Localisation : Selon document graphique et notamment concerne le local technique abritant les équipements CVC.

8.1.1 Murs en blocs de parpaings creux ou béton banché

L'entreprise devra la réalisation de fondations, élévations, à résistance normalisée, renforcé à l'aide de raidisseurs verticaux, chaînages horizontaux de béton coulé en place ou de blocs spéciaux.

Toutes les ouvertures seront armées de façons périphériques depuis les fondations.

Comprend l'implantation, le nivellement et la mise d'aplomb, les chutes et les ruptures, les harpages, les jambages, les mouchettes et le nettoyage, et toutes sujétions de réalisation des réservations dans les murs pour passage des gaines techniques, incorporations des fourreaux pour le passage des réseaux et canalisations diverses – en concertation et coordination avec les corps d'état concernés.

Nota :

- Le calage sera assuré pour la reprise des descentes de charge.
- La mise en œuvre devra être conforme aux spécifications des DTU 20.1 P4.

Localisation : Local technique CVC

8.2 Linteaux

L'entreprise devra la réalisation de linteaux, en béton armé et/ou en béton précontraint, comprenant des armatures conformes aux résultats de l'étude d'exécution de l'Entreprise y compris sujétions de jambages, chaînages horizontaux, raidisseurs verticaux, aux droits des ouvertures.

Caractéristiques :

- Armatures : haute adhérence Fe500Mpa.
- Enrobage des armatures : 30mm minimum, selon les exigences environnementales.
- Degré de stabilité au feu : SF 1h30.

Localisation : Local CVC

8.3 Chaînages horizontaux

L'entreprise devra la réalisation de chaînages horizontaux, en béton armé, comprenant des armatures conformes aux résultats de l'étude d'exécution de l'Entreprise y compris sujétions de poutres, de poteaux, de réservations et incorporations pour le passage des réseaux et canalisations.

Caractéristiques :

- Armatures : haute adhérence Fe500Mpa.
- Enrobage des armatures : 30mm minimum, selon les exigences environnementales.
- Degré de stabilité au feu : 1h30.

Localisation : Local technique CVC

8.4 Chaînages – Raidisseurs verticaux

L'entreprise devra la réalisation de chaînages verticaux, en béton armé, comprenant des armatures conformes aux résultats de l'étude d'exécution de l'Entreprise y compris sujétions, de poutres, de bandes noyées, de poteaux, de linteaux, de réservations et incorporations pour les ouvertures, les baies et le passage des réseaux et canalisations.

Caractéristiques :

- Armatures : haute adhérence Fe500Mpa.
- Enrobage des armatures : 30mm minimum, selon les exigences environnementales.
- Degré de stabilité au feu : 1h30.

8.5 Dimension intérieure de l'ouvrage

La bâtiment construit aura une longueur intérieure de 9,9 m, une largeur intérieure de 6,9, une hauteur intérieure de 2,8 m.

8.6 Autres ouvrages et prestations

8.6.1 Percements et réservations

Selon nécessité de passage des fluides et réseaux techniques, l'entreprise devra l'exécution de travaux de création d'un caniveau technique dans les ouvrages existants. Ces coupes seront réalisées au diamant. Il sera prévu :

- une reconnaissance structurelle afin d'exclure la coupe ponctuelle d'un élément en tréfond
- Établissement des plans d'implantations du caniveau technique
- Tous sondages préalables
- Toutes les protections afin de supprimer tout sinistre dans les locaux contigus.
- Les découpes seront réalisées à la scie à lame diamantée également équipées d'un dispositif d'adduction d'eau et de récupérateur.
- Suite aux découpes et selon nécessité, l'entreprise devra la réalisation de tout élément de renfort pour la reprise de structure, tenue des terres le cas échéant. Ces renforts seront déterminés par le bureau d'étude de l'entreprise et validés par le bureau de contrôle avant toute intervention.
- Nettoyage total de la zone de travail y compris récupération des eaux de sciage chargées de poussière.
- Descente, sortie et enlèvement des gravats provenant de ces démolitions aux décharges publiques.

Les ouvertures seront réalisées aux cotes indiquées sur les plans et coupes de l'entreprise de CVC

8.6.2 Comblement de décaissés

Aux droits des décaissés existants non conservés, l'entreprise devra le comblement par coulage de béton léger afin de rattraper le niveau du dallage de voirie existant.

8.6.3 Ouvrages techniques complémentaires

À la demande des lots techniques, l'entreprise devra la réalisation d'une pénétration depuis le caniveau technique vers une galerie technique située en tréfond sous le futur caniveau.

Cette pénétration réalisée à l'issue d'études et d'investigations spécifiques structures sera couverte par un édifice permettant de garantir la pénétration des canalisations CVC sans risque d'inondation de la galerie.

8.6.4 Enduits

À la suite des différentes modifications de baies prévues exécutées, aux nouvelles maçonneries créées, l'entreprise devra tous les travaux d'enduits de finition, suivant finition décidée par la MOA.

8.6.5 Description sommaire des ouvrages créer

- **FONDATIONS ET DALLAGE**

Réalisation de semelles filantes en béton armé adaptées à la portance du sol.
Dallage béton armé sur hérisson compacté, épaisseur courante 15–20 cm, avec treillis soudé.
Traitement éventuel contre l'humidité (film polyane ou résine selon contraintes).

- **MURS ET ELEVATIONS**

Murs porteurs en parpaings creux (20 cm) ou blocs pleins suivant la charge.
Chaînages verticaux et horizontaux en béton armé.
Intégration de réservations pour passages de gaines techniques, conduites et grilles de ventilation.
Enduits extérieurs étanches à l'eau de ruissellement.
Enduits intérieurs lissés, éventuellement avec peinture lessivable selon l'usage.

- **OUVERTURES ET ACCES**

Trappes d'accès techniques sur trémie dans le sol permettant le passage des fluides et alimentations depuis le caniveau technique vers le local machine.

- **TOITURE ET COUVERTURE**

Couverture tuile sur charpente bois.

- **AMENAGEMENTS INTERIEURS**

Sol fini en béton lissé, éventuellement peint avec résine époxy antidérapante si demandé par la MOA.
Tampons des trémies d'accès aux caniveaux d'équipements techniques.
Réservations et scellements pour équipements à venir.

- **SECURITE ET CONFORMITE**

Mise à la terre des parties métalliques.
Signalisation éventuelle (panneaux, pictogrammes).

• CANIVEAU TECHNIQUE DE DISTRIBUTION

Sciage et piquetage en vue de démolition des revêtements et dalle formant surface sur emprise du caniveau. Excavation en vue de la réalisation de l'ouvrage. Les dimensions attendues sont de 800 mm maxi de profondeur, de 600 mm maxi de largeur.

Les ouvrages construits sur place en préfabriqués permettront la tenue des terres et tous soutènements des existants.

Les ouvrages interdiront toutes remontées d'eau ou d'humidité par capillarité.

Les caniveaux seront fermés par des dalles en fontes ductiles ou tampons béton avec éléments de préhension permettant le relevage des tampons pour les interventions de maintenance.

• PÉNÉTRATION DEPUIS CANIVEAU TECHNIQUE GALERIE EN TREFOND

Après reconnaissance, étude de structure, une ouverture de la dalle formant toiture de la galerie sera opérée à l'outils diamanté.

Les moyens de renforcements nécessaires à la tenue de l'ouvrage, renforts métalliques, carbones ou reprise en porte a faux par le dessus sur les extérieurs seront réalisés à l'issue de l'ouverture.

Il sera construit un édicule raccordé à la structure de la dalle actuelle.

Cet ouvrage recevra une étanchéité raccordée à celle protégeant la dalle actuelle.

A l'issue du passage des canalisations du lot CVC, une étanchéité parfaite sera réalisée afin de garantir la parfaite étanchéité de la pénétration.

